



## *Haïti: Le Canada doit cesser tout appui au gouvernement de Jovenel*

Montréal, 5 février 2021

En réponse à l'appel de nombreux groupes de la société civile haïtienne qui demandent aux peuples du monde entier de « montrer leur solidarité avec le peuple haïtien dans leurs efforts pour se débarrasser du régime criminel, rétrograde, corrompu et dictatorial » de Jovenel Moïse, la Concertation pour Haïti veut, par cette lettre ouverte, manifester son appui à ces groupes qui se mobilisent actuellement pour défendre une réelle démocratie et l'État de droit en Haïti ;

Afin que cesse, comme le demande une coalition naissante d'organisations de la société civile de plusieurs pays, le silence complice de plusieurs États, dont le Canada, sur la situation sociopolitique haïtienne et leur appui au gouvernement de Jovenel Moïse, appui qui a permis son maintien au pouvoir malgré les protestations massives de la population depuis juillet 2018 ;

Afin que soient respectés les droits de la population haïtienne, que cessent l'impunité et les violences qui minent les pratiques démocratiques ;

Afin qu'une enquête et un procès en bonne et due forme aient lieu pour le scandale des fraudes du fonds Petrocaribe ;

Afin de mettre fin aux « mécanismes d'exclusion, de domination et d'exploitation dans l'organisation sociale et le fonctionnement de l'État »<sup>1</sup>;

La Concertation pour Haïti (CPH), une coalition de solidarité avec Haïti regroupant des organisations de la société civile québécoise œuvrant sur le terrain en Haïti et des individus, dont le mandat consiste à promouvoir la solidarité canadienne et québécoise avec le peuple haïtien, demande :

1. Aux États impliqués, par l'intermédiaire du Bureau intégré des Nations Unies en Haïti (BINUH), de l'OEA et des ambassades, de cesser de soutenir le régime criminel et inconstitutionnel de Jovenel Moïse et de respecter le droit à l'autodétermination du peuple haïtien ;
2. Au Canada, membre clé du Core Group, de cesser son appui au gouvernement de Moïse, de plus en plus décrié et dénoncé pour son implication dans des massacres et des violences visant à

---

<sup>1</sup> <https://lenouvelliste.com/article/225759/folie-repressive-et-visions-de-la-transition>

établir un climat de terreur, à déstructurer l'opposition et à empêcher l'émergence d'une réelle alternative. Le Rapport du Haut-commissariat de l'ONU du 19 janvier dernier souligne des violations flagrantes de la Constitution et des droits humains en Haïti par le gouvernement de Jovenel Moïse faisant état « d'une épidémie d'enlèvements chaque jour parfois par dizaines, des élèves d'écoles publiques et privées sont enlevés contre rançon, les filles sont violées. Dans un même temps, des chefs de gangs armés manifestent sous la protection de la police, et les victimes qui dénoncent ces crimes sont réprimées et arrosées de gaz lacrymogène. »<sup>2</sup>;

3. Au Canada, de cesser toutes formes d'appui au processus électoral illégitime et au projet de réforme de la Constitution que le pouvoir veut mettre en place, processus ne respectant pas les standards d'indépendance requis pour fonder la légitimité d'un gouvernement. La présidence ayant failli à organiser des élections législatives prévues par la Constitution, gouverne aujourd'hui par décrets en détenant tous les pouvoirs à elle seule ;

4. Au Canada et aux institutions internationales, de considérer les alternatives proposées par les différents secteurs de l'opposition et de la société civile au lieu d'appuyer aveuglément le gouvernement en place. Ces groupes exigent la mise en place d'un gouvernement de transition à compter du 7 février 2021, date à laquelle la Constitution stipule formellement la fin du mandat du président. Ce gouvernement, accompagné par une instance de transition, devrait avoir un mandat d'une durée d'au moins deux ans. De plus, il serait établi selon une procédure institutionnelle précise, déterminée de manière concertée au sein de la société civile et de l'opposition, qui assurerait son terme limité et son indépendance, afin de travailler à l'adoption d'une nouvelle constitution selon les vœux du peuple haïtien, de préparer de nouvelles élections, d'adopter un plan pour soulager les misères de la population, de remettre de l'ordre dans l'administration publique, et de restaurer le système judiciaire.

Pour la Concertation pour Haïti

Amélie Nguyen,

Marlène Rateau

Alain Saint-Victor

**Cette démarche est soutenue par**

Alternatives

Artisans de paix internationale

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

---

<sup>2</sup> Laënnec Hurbon, <https://blogs.mediapart.fr/laennec-hurbon/blog/310121/l-image-de-l-onu-et-la-democratie-en-haiti>

Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Centre justice et foi

Comité de solidarité / Trois-Rivières

Conseil central du Montréal métropolitain- CSN (CCMM-CSN)

Conseil régional FTQ du Montréal métropolitain (CRFTQMM)

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)

Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)

Syndicat des Métallos du Québec